



Commerce international : l'effet Trump

Conseil confédéral
18 et 19 juin 2018

Une entente à portée de main?

- L'administration Trump semblait pressée de conclure une entente à cause du calendrier politique :
 - ✓ Les élections présidentielles au Mexique en juillet (le nouveau président mexicain sera assermenté en décembre 2018; crainte de Lopez Obrador)
 - ✓ Les élections de mi-mandat aux États-Unis à l'automne prochain (cela prendra environ six mois au Congrès pour approuver le traité; risque de perdre la majorité républicaine)
 - ✓ Les étoiles semblaient parfaitement alignées pour une entente de principe au mois de mai

Rappel des principaux sujets litigieux dans les négociations

- La clause crépusculaire (*Sunset Clause*) permettant d'abroger systématiquement l'ALENA après 5 ans
 - ✓ Une totale opposition du Canada et du Mexique à cette demande qui a le potentiel d'alimenter une instabilité économique en plus de ralentir les investissements directs (IDE) au sein des deux pays

Rappel des principaux sujets litigieux dans les négociations

- Les règles d'origine dans le secteur de l'automobile
 - ✓ Les Américains ont revu leur demande initiale : 75 % des pièces au lieu de 85 % doivent être fabriquées dans la zone de libre-échange; l'acier utilisé doit être nord-américain
 - ✓ Ils demandent de fixer un seuil minimum pour les salaires situé entre 13 \$ et 17 \$, ce qui est de loin supérieur au salaire horaire actuel du Mexique (salaire des travailleurs mexicains de l'automobile : 6 \$ l'heure dans une usine d'assemblage; 3 \$ l'heure dans les pièces d'automobile)
 - ✓ Cette proposition visant à ramener l'emploi aux États-Unis au détriment du Mexique ne plaît pas aux Mexicains

Rappel des principaux sujets litigieux dans les négociations

- La fin de la gestion de l'offre au Canada pour le lait, les œufs et la volaille (fin des quotas et des tarifs d'ici 10 ans)
 - ✓ Cette demande semble importante pour Donald Trump qui veut plaire à sa base électorale (il en fait souvent référence dans ses fameux tweets)
 - ✓ Selon les négociateurs canadiens, cette demande américaine est vouée à l'échec. Certains analystes croient cependant que le Canada devra faire quelques concessions sur la gestion de l'offre

Rappel des principaux sujets litigieux dans les négociations

- Les concessions dans les productions sous gestion de l'offre seront-elles les mêmes retrouvées dans le PTP?

Tableau 1 : Concessions dans les productions sous gestion de l'offre

Produits	Accès initial (OMC et ALÉNA)	AECG	PTP (après 5 ans)	PTP (après 18 ans)	TOTAL
Lait	4,0 %	2 %	3,25 %	3,70 %	9,70 %
Poulet	7,5 %		2,10 %	2,40 %	9,90 %
Dindon	5,0 %		2,00 %	2,25 %	7,25 %
Œufs	5,0 %		2,30 %	2,60 %	7,60 %
Œufs d'incubation*	21,0 %		1,50 %	1,76 %	22,76 %

Le secteur des œufs d'incubation se situant en amont de la production de poulet, il sera doublement touché par les concessions accordées. Après 5 ans, la perte réelle de marché sera de l'ordre de 3,7%

Source: M. Groleau (2016). *Partenariat transpacifique et Agriculture*, UPA.

Rappel des principaux sujets litigieux dans les négociations

- Hausser le seuil canadien de dédouanement du commerce électronique
 - ✓ Actuellement au Canada, la taxe de vente et les droits d'importation s'appliquent sur toute marchandise importée dont la valeur dépasse 20 \$. La demande américaine est de ramener ce seuil à 800 \$ (le même niveau qu'aux États-Unis)
 - ✓ Le secteur de la vente au détail au Canada regroupe plus de 200 000 établissements et fait travailler plus de 2,1 millions de personnes. En raison de la croissance importante du commerce électronique, cette demande risque d'avoir de vastes répercussions économiques et budgétaires sur le Canada

Rappel des principaux sujets litigieux dans les négociations

- Abolir les mécanismes de règlement des conflits dans l'Accord
 - ✓ Chapitre 11 : mécanisme de règlement des différends entre investisseurs et États (RDIE)
 - ✓ Chapitre 19 : établissement d'un groupe binational pour régler les différends liés à l'imposition des droits antidumping et des droits compensateurs
 - ✓ Le Canada semble ouvert à laisser tomber le chapitre 11 (le RDIE), mais maintient sa position sur le chapitre 19

D'autres sujets litigieux dans les négociations

- Les marchés publics : l'administration Trump amène le principe du dollar pour dollar, ce qui viendrait limiter de façon considérable l'accès aux marchés publics américains. Elle refuse d'aborder le *Buy American Act*
- La culture : disparition de l'exception culturelle retrouvée dans l'ALENA initial
- Le chapitre sur le travail : mobilité de la main-d'œuvre
- La propriété intellectuelle

Le mois de mai : une occasion ratée

- Une négociation avec un fusil sur la tempe; manque de flexibilité de la part des négociateurs américains
- Ils ont donné peu de réponses aux propositions des partenaires; aucune proposition intéressante sur les sujets litigieux
- L'administration Trump a privilégié des rencontres bilatérales plutôt que trilatérales, contrairement à la volonté exprimée par ses vis-à-vis
- Les discussions du mois de mai ont donné peu de résultats. Elles se sont terminées avec l'ultimatum des Américains d'imposer au Canada et au Mexique des tarifs sur l'aluminium et l'acier à partir du 1^{er} juin

Tarifs douaniers sur l'aluminium et l'acier

- L'administration américaine ordonne au Département du commerce (DOC) de mener des enquêtes accélérées sur les répercussions des importations d'aluminium et d'acier sur la sécurité nationale en avril 2017
- Le DOC soumet ses rapports en janvier 2018
- Le président Trump annonce sa décision finale d'imposer des droits de douane de 25 % sur toutes les importations d'acier et de 10 % sur l'aluminium avec une période de grâce pour le Canada et le Mexique en mars 2018
- Il indique que l'exemption temporaire du Canada et du Mexique de cette imposition de tarifs serait conditionnelle à la signature de l'ALENA, ce que le Canada a toujours refusé
- L'administration Trump met sa menace à exécution et impose des tarifs de 25 % sur les importations d'acier et de 10 % sur l'aluminium du Canada et du Mexique le 1^{er} juin

La riposte du Canada

- Des surtaxes punitives pourraient aller jusqu'à 16,6 milliards de dollars canadiens, ce qui représente le montant total des exportations canadiennes d'acier et d'aluminium vers les États-Unis en 2017
- Deux listes de produits américains seront taxées :
 - ✓ Des produits d'acier et d'aluminium qui seront imposés à 25 %
 - ✓ La seconde liste comprend une multitude de produits courants : yogourts, fruits et légumes, ketchup, moutarde, mayonnaise, pizzas, whisky, chocolat, papier hygiénique, tondeuses et sirop d'érable. Ces produits seront imposés à hauteur de 10 %
 - ✓ Ces tarifs douaniers canadiens entreront en vigueur le 1^{er} juillet et resteront en place jusqu'à ce que les États-Unis éliminent leurs surtaxes

Quelques faits sur les industries de l'acier et de l'aluminium au Québec

- L'aluminium occupe le deuxième rang des principaux produits exportés par le Québec aux États-Unis
- Les exportations québécoises d'aluminium vers les États-Unis représentaient plus de 7 milliards de dollars et près de 90 % de l'ensemble des exportations québécoises d'aluminium en 2017
- Les exportations québécoises vers les États-Unis de produits sidérurgiques et de produits en acier, fabriqués à partir d'acier acheté, représentaient respectivement 787 millions de dollars et 291 millions de dollars en 2017

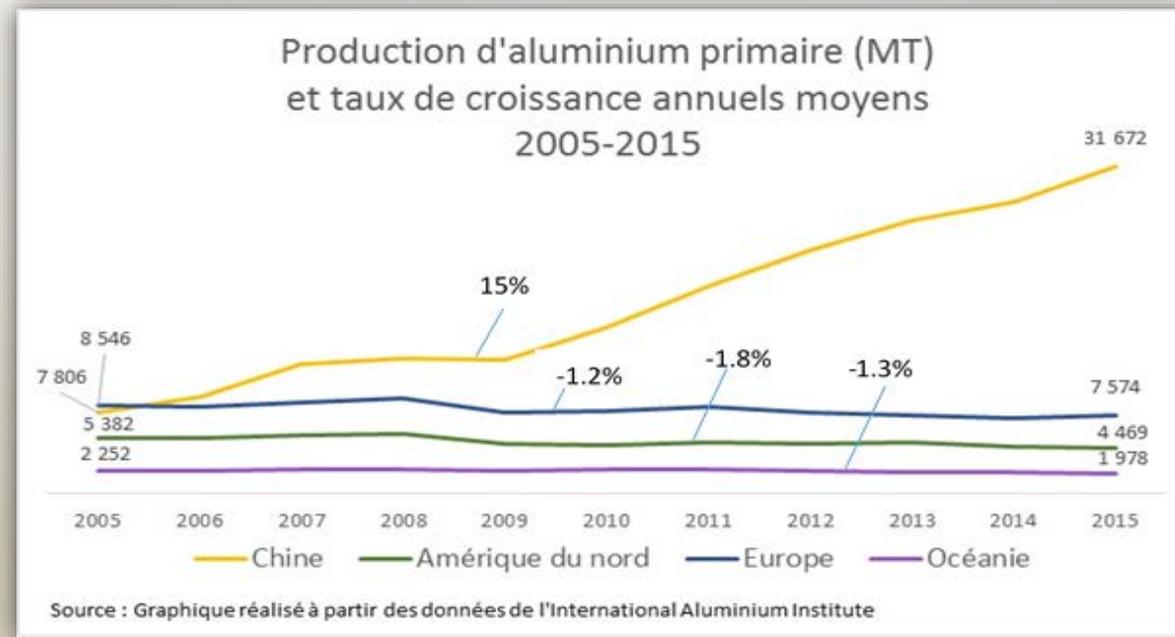
Quelques faits sur les industries de l'acier et de l'aluminium au Québec

- Au Québec, la filière de l'aluminium génère près de 30 000 emplois, dont plus de 7 000 au sein de l'industrie primaire
- Le secteur de la fabrication de produits métalliques représente 42 000 emplois, dont 3 200 répartis dans les secteurs de la sidérurgie et de la fabrication de produits en acier à partir d'acier acheté

Coup d'œil sur le marché mondial de l'aluminium

- L'arrivée de la Chine sur le marché de l'aluminium a entraîné des changements profonds dans l'industrie
- Une forte croissance de la production chinoise entraînant une surcapacité sur le marché (pour la période 2005-2015 : croissance moyenne annuelle de 15 % en Chine, alors que pour certaines régions, la production a plutôt régressé)

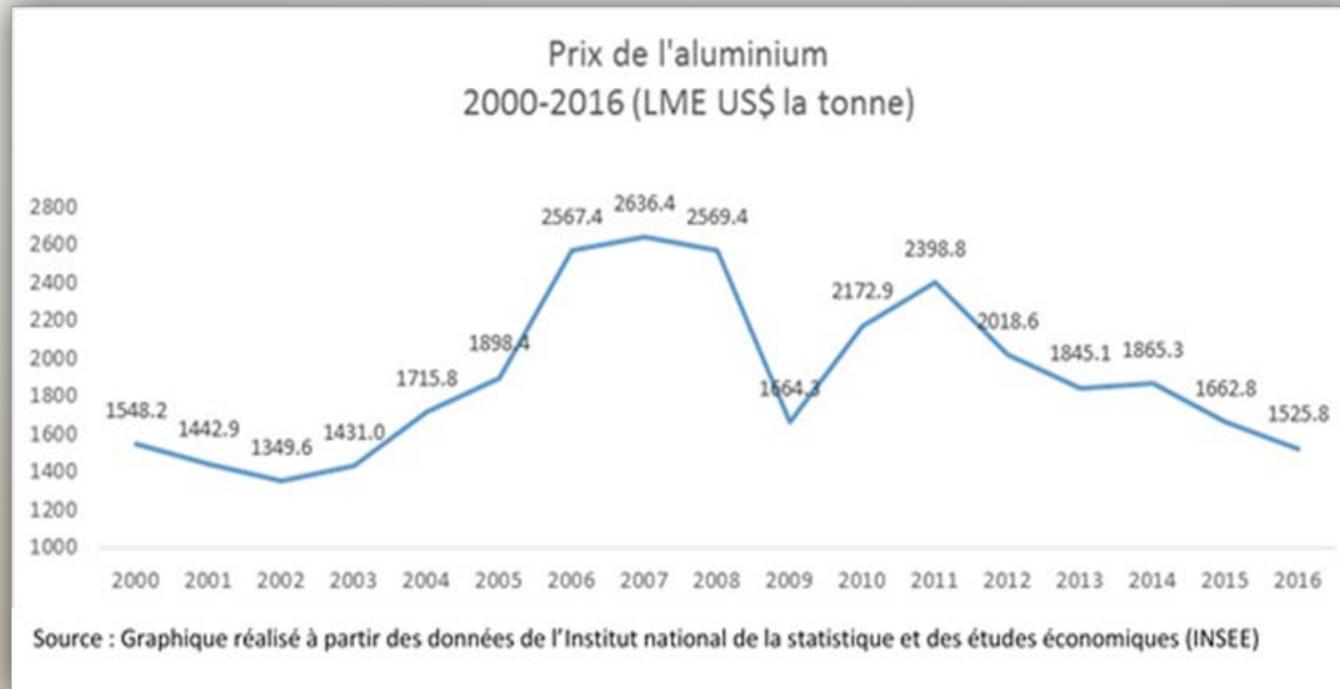
Graphique 1



Le problème du marché de l'aluminium

- Cette surcapacité a exercé une pression à la baisse sur les prix de l'aluminium au cours des dernières années, ce qui a forcé la fermeture de nombreuses usines dans plusieurs régions du monde

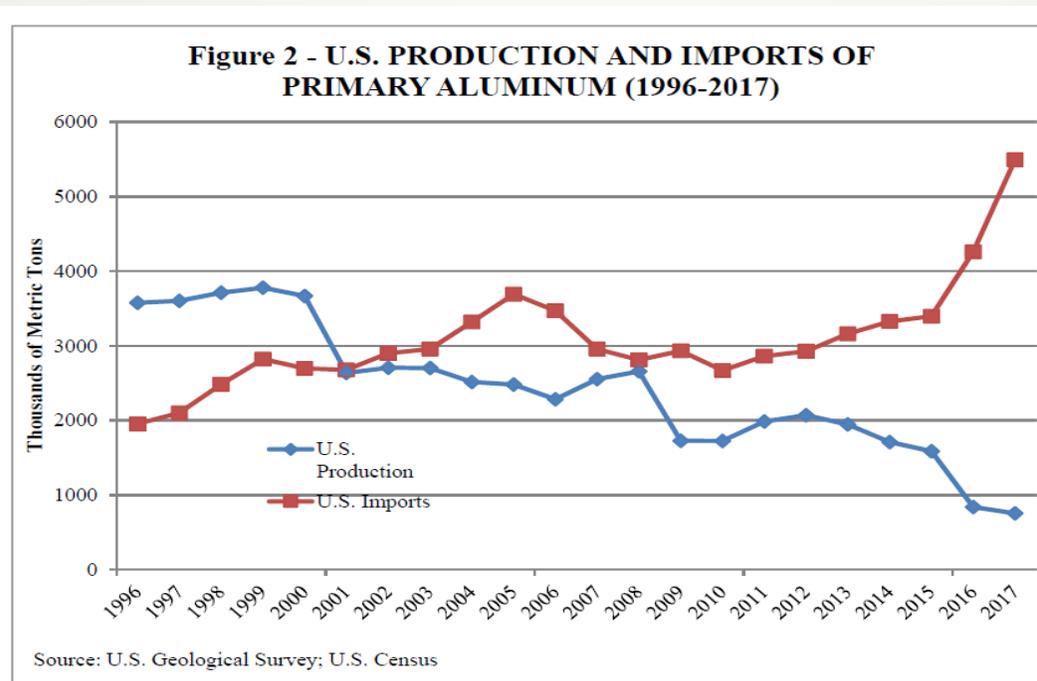
Graphique 2



Le déclin de l'industrie américaine de l'aluminium

- Aux États-Unis, où l'industrie est vieillissante, plusieurs usines n'ont pas survécu aux baisses des prix; actuellement, il n'en reste plus que cinq dont deux qui fonctionnent à plein rendement
- Les États-Unis ont produit environ 700 000 tonnes d'aluminium en 2017 et en ont consommé 5,5 millions de tonnes

Graphique 3



Le déclin de l'industrie américaine de l'aluminium

- Les États-Unis ont une capacité limitée d'augmenter leur production d'aluminium à court terme et sont donc obligés de faire appel aux importations
- Le « top cinq » de leurs principaux fournisseurs d'aluminium est le Canada, la Russie, les Émirats arabes unis, l'Argentine et le Qatar. Le Canada demeure le premier fournisseur d'aluminium aux États-Unis
- Quant à la sécurité nationale, les Américains préfèrent-ils dépendre de l'aluminium canadien ou de l'aluminium russe ou chinois?

Principaux risques liés à l'imposition des tarifs sur l'aluminium et l'acier

- L'imposition des tarifs sur les importations d'aluminium et d'acier ne ramènera pas les usines d'aluminium et d'acier aux États-Unis, contrairement à ce que véhicule l'administration Trump
- Aux États-Unis, il y a 80 fois plus d'emplois dans les usines qui fabriquent des biens à partir de l'acier et de l'aluminium qu'il y a d'emplois dans les aciéries et les alumineries
- Les politiques commerciales de l'administration Trump pourraient mettre en danger 2,6 millions d'emplois aux États-Unis selon le président de la Chambre de commerce des États-Unis

Principaux risques liés à l'imposition des tarifs sur l'aluminium et l'acier

- Une augmentation des prix engendrée par l'imposition des tarifs: les consommateurs seront les premières victimes des politiques de l'administration Trump
- Les tarifs risquent de retarder les projets futurs et de diminuer les profits des entreprises canadiennes. Les PME auront probablement plus de difficulté à composer avec la surtaxe
- Les tarifs, s'ils sont maintenus, auront un impact plus important sur l'activité économique et sur l'emploi au Canada, et ce, à moyen et à long termes

La suite des choses

- La situation demeure tendue : l'administration Trump fait fi des règles en matière de droit commercial et international; la crainte d'une guerre commerciale semble réelle
- Les objectifs de l'administration Trump sont-ils uniquement d'ordre politique?
- Le président Trump avait dit, juste avant de quitter les États-Unis pour La Malbaie, qu'il était prêt à quitter l'ALENA si un meilleur accord que celui en vigueur ne peut pas être conclu

La suite des choses

- Le président Trump a réitéré, lors de la conférence de presse avec Trudeau, l'idée de négocier des ententes bilatérales distinctes avec le Canada et le Mexique. Il continue de nuire avec ses tweets...
- Dans un tel climat, est-il possible de poursuivre de façon sereine les négociations de l'ALENA?
- Est-il possible de trancher ce nœud gordien?



**Merci de votre écoute
et bonnes vacances estivales!**